

ver tout indice.

moyen d'un parpaing et présente sieurs jours avant de remonter à la

et Samuel NOHRA.

Le

de

Tro

Pa:

dir

gér

de

Boi

de

E

A

Il p

gné

sui

lés

d'u

l'an

éva

U

farr

ra s

gné

ron

poi

sou

me

C

ir

Lor

ché

ren

Un nouveau plan de lutte contre les algues vertes

Emmanuel Berthier, préfet de Région, l'a annoncé, vendredi. L'État veut proposer des contrats de trois ans aux agriculteurs pour les inciter à faire baisser le taux de nitrate dans l'eau.

Entretien

Emmanuel Berthier, préfet de Région.



(PHOTO: OUEST-FRANCE)

Malgré la météo, de nombreux acteurs estiment que l'été s'est bien passé en Bretagne. Vous confirmez ?

Oui. Le taux d'incidence baisse très fortement grâce à la vaccination qui a beaucoup augmenté pendant l'été et à l'application du passe sanitaire. S'ajoute une saison touristique très bonne. C'est un bon signal pour la rentrée.

Le Brexit était un sujet de préoccupation majeur il y a un an. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Le travail mené en amont a notamment permis que la reconstitution de la stratégie à l'export des entreprises bretonnes fonctionne bien. Elles ont globalement conservé leurs parts de marché, mais cela reste à surveiller. Quant à la pêche, elle s'inscrit dans une négociation plus globale.

L'éolien en mer en baie de Saint-Brieuc continue de diviser. Comment abordez-vous ce dossier ?

Le préfet des Côtes-d'Armor est en première ligne. Nous suivons à la fois l'évolution technique du chantier et son impact environnemental. Nous vérifions que les engagements pris par l'opérateur sont bien tenus. Les instances de concertation doivent se poursuivre. C'est valable pour le chantier en baie de Saint-Brieuc, mais aussi pour celui du Morbihan qui avance.

La Cour des comptes et la Chambre régionale des comptes ont publié un rapport très critique sur la gestion de la prolifération des

algues vertes en Bretagne. Que comptez-vous faire ?

Je prépare le nouveau plan de lutte qui doit être finalisé à l'automne et qui ira jusqu'en 2027. Il doit nous permettre de mobiliser des moyens supplémentaires, notamment des fonds européens, et de travailler au plus près du terrain.

Tous les élus réclament une gestion moins centralisée pour plus d'efficacité. Vous y engagez-vous ?

Notre objectif est d'avoir un pilotage régional autour des huit baies et de mobiliser des acteurs qui l'étaient peu jusque-là. Nous construisons des contrats par bassin avec les coopératives agricoles. Nous définissons les règles qui s'imposeront aux agriculteurs sur trois ans. Mais ils ne sont pas les seuls concernés. Les activités industrielles et les politiques d'assainissement ont aussi un impact sur les taux de nitrate et la qualité de l'eau.

C'est un sujet emblématique que j'ai pris à bras-le-corps. La Bretagne a fait de gros progrès en matière de

qualité de l'eau.

La Bretagne se distingue par une sortie de crise assez positive où la crainte du chômage est remplacée par des problèmes de recrutement. Comment l'analysez-vous ?

La Bretagne est face à des problèmes liés à la surchauffe économique. Les difficultés d'approvisionnement et de recrutement en sont l'exemple. Nous devons travailler avec les partenaires sociaux, les représentants des branches professionnelles et les élus pour adapter les formations.

La situation sanitaire s'améliore mais des manifestations se déroulent chaque week-end. Comment les abordez-vous ?

Je constate qu'elles suivent la courbe du niveau d'incidence. Nous sommes donc dans une phase de décrue. Nous pouvons au moins nous satisfaire qu'il n'y ait eu aucun débordement.

Christel MARTEEL.